



RÈGLEMENT DE L'ÉLECTION PARTIELLE AU CONSEIL DE L'ENSIBS

COLLÈGE B

SCRUTIN DU 11 AVRIL 2023

La Présidente,

VU

- le Code de l'Éducation, et notamment ses articles L713-9, L719-1 et 2, D719-1 à D719-40 ;
- les statuts de l'UBS modifiés ;
- les statuts de l'ENSIBS modifiés ;
- la délibération-cadre n°03-2012 du conseil d'administration sur les inscriptions volontaires sur les listes électorales modifiée par délibération n°108-2015 du conseil d'administration du 6 novembre 2015 ;

Considérant que la coordination et l'organisation des opérations électorales sont assurées par Madame Anne-Audrey DENES, responsable administrative et financière de l'ENSIBS, 17 boulevard Flandres Dunkerque - CS 7030 56321 Lorient Cedex

Arrête le présent règlement fixant le déroulement des opérations électorales des prochaines élections partielles au conseil de l'ENSIBS.

TITRE I - SIÈGE À POURVOIR :

Article 1 : Précision du siège à pourvoir

1 siège est à pourvoir dans le collège des autres enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés (collège B) **pour un renouvellement partiel** de ce collège.

TITRE II - COMPOSITION DES COLLÈGES ET CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

CHAPITRE 1 - COMPOSITION DES COLLÈGES

Article 2 : Composition du collège électoral

Le **collège B** des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés comprend :

- les maîtres de conférences et personnels assimilés ;
- les personnels recrutés en qualité de maîtres de conférences associés ou invités ;
- les enseignants du second degré affectés dans la composante ;
- les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 du Code de l'Éducation pour exercer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de maîtres de conférences effectuant un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du second degré effectuant un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 128 heures équivalent TD ;
- les chargés d'enseignement vacataires effectuant un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 64 heures équivalent TD ;

- les agents temporaires vacataires effectuant un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) ;
- les doctorants contractuels sous réserve d'effectuer un service d'enseignement au moins égal à 64 heures équivalent TD
- Les lecteurs et maîtres de langue étrangère sous réserve d'effectuer un service d'enseignement au moins égal à 64 heures équivalent TD
- les chercheurs qui exercent des fonctions d'un niveau inférieur à celles des directeurs de recherche.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Article 3 : Les catégories d'électeurs

Article 3-1 : Les dispositions générales

Le droit de suffrage est subordonné à l'inscription sur une liste électorale.

Deux types d'inscription doivent être identifiés pour les élections de composantes :

- les inscriptions d'office auxquelles procèdent les services compétents de l'université ;
- les inscriptions volontaires, à la demande des catégories de personnels et d'usagers concernées.

Article 3-2 : Les catégories d'électeurs inscrits d'office par l'administration sur les listes électorales

Sont inscrits d'office par l'administration sur les listes électorales les catégories d'électeurs suivantes :

- **Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires** qui sont affectés en position d'activité dans la composante, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée. Cette catégorie inclut les enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge d'activité de service ou d'un congé pour recherches ou conversions thématiques ainsi que ceux placés en délégation ;
- **Les agents contractuels recrutés par l'université pour exercer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche, bénéficiant d'un CDI**, sous réserve qu'ils effectuent dans la composante un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit 64 h équivalent TD, appréciées sur l'année universitaire de référence, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée.
- **Les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du second degré en CDI** sous réserve qu'ils effectuent dans la composante un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations de référence (soit 128h ETD), apprécié sur l'année universitaire, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée.

Article 3-3 : Les catégories d'électeurs relevant du régime de l'inscription volontaire sur les listes électorales

Les inscriptions volontaires, sur demande des intéressés, et présentées dans les conditions précisées par l'article 4 du présent règlement, concernent notamment les catégories suivantes :

➤ Enseignants-chercheurs et enseignants

Sous réserve que ces personnels soient en fonctions dans l'établissement à la date du scrutin et qu'ils y effectuent des activités d'enseignement dans l'unité au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence, apprécié sur l'année universitaire telle que définie par l'établissement ;

- Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires extérieurs à l'établissement assurant respectivement au moins 64h ETD d'enseignement et 128h ETD d'enseignement ;
- Les personnels enseignants non titulaires, contractuels à durée déterminée ou vacataires (ATER, associés, invités, chargés d'enseignement vacataires, agents temporaires vacataires,

- doctorants contractuels...) assurant un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence ;
- Les personnels enseignants-chercheurs stagiaires.

Article 4 : Les listes électorales et le régime d'inscription volontaire sur les listes

Les listes électorales sont établies par les services de l'université sous la responsabilité du responsable administratif et financier de la composante. Elles sont affichées 20 jours au moins avant la date du scrutin, **soit le 22 mars 2023 au plus tard**, dans la composante.

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande - dans les conditions prévues par la délibération cadre susvisée -, et rappelée ci-dessous, et dont le nom de figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander à la présidente de l'université, par l'intermédiaire d'Anne-Audrey DENES, responsable administrative et financière de l'ENSIBS, de faire procéder à son inscription, y compris le jour du scrutin. En l'absence de demande effectuée au plus tard le jour du scrutin, soit le **11 avril 2023**, elle ne peut plus contester son absence d'inscription sur la liste électorale.

Les personnels dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part, doivent avoir fait cette demande au plus tard cinq jours francs avant la date du scrutin. La demande en ce sens, signée de leur part, doit parvenir à Anne-Audrey DENES, responsable administrative et financière de l'ENSIBS par voie électronique à l'adresse suivante ensibs.dir@listes.univ-ubs.fr, au plus tard le **6 avril 2023 à 23h59** ;

Les électeurs exercent leur droit de vote au bureau de vote indiqué sur les listes électorales et dans le présent règlement.

Article 5 : Nombre de droits de vote et choix d'une composante pour exercer son droit de vote

Tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres. Cependant, conformément à l'article D719-9 du Code de l'éducation, « *nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils d'unité* ».

Le terme unité est entendu au sens d'UFR, d'institut et d'école interne à l'université.

En conséquence, un enseignant-chercheur ou un enseignant titulaire affecté en position d'activité dans une université et qui accomplit son service d'enseignement dans plusieurs unités du même établissement, ou qui accomplit un service d'enseignement dans une composante de l'université et des activités de recherche dans une autre composante est électeur dans deux unités au plus, quel que soit le nombre d'heures d'enseignement accomplies ou le nombre d'heures consacrées à la recherche dans la composante correspondante.

En effet, l'article D719-9 n'impose pas aux personnels affectés en position d'activité dans l'établissement l'accomplissement d'un minimum d'heures d'enseignement ou d'activités de recherche pour être électeur.

Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants devant justifier quant à eux au minimum d'un tiers de service d'enseignement qui effectuent leurs activités d'enseignement dans plusieurs unités et qui n'accomplissent dans aucune de ces unités un nombre d'heures d'enseignement correspondant au tiers des obligations de référence sont autorisés à exercer leur droit de vote dans l'unité de leur choix (cf. 5^{ème} alinéa de l'article D719-9), dès lors qu'ils effectuent bien dans l'établissement au total un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence.

TITRE III - CANDIDATURES

CHAPITRE 1 - RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES ET ALTERNANCE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Article 6 : Alternance d'un candidat de chaque sexe sur les listes de candidatures

Dans le cadre d'un scrutin uninominal (et non d'un scrutin de liste), la règle de l'alternance d'un candidat de chaque sexe ne trouve pas à s'appliquer (cas d'un seul siège à pourvoir).

CHAPITRE 2 - DÉPÔT, RECTIFICATION ET RETRAIT DE CANDIDATURES ; DURÉE DES MANDATS

Article 7 : Calendrier de dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures individuelles est obligatoire. Elles peuvent être adressées ou déposées, dans les conditions prévues par l'article 8 ci-dessous, à partir du 22 mars 2023.

**La date limite de dépôt des listes ou des candidatures est fixée au :
28 mars 2023, avant 16h**

Article 8 : Conditions de dépôt des candidatures ou des listes

Les candidatures individuelles doivent être :

- Soit adressées par lettre recommandée avec accusé réception à Madame Anne-Audrey DENES, responsable administrative et financière de l'ENSIBS, 17 boulevard Flandres Dunkerque - CS 7030 56321 Lorient Cedex Les candidats devront s'assurer que leur courrier arrive avant le 28 mars 2023, à 16h.
- Soit déposées à **Lorient** à Madame Céline CHATEL, assistante de direction, 4^{ème} étage, 17 boulevard Flandres Dunkerque - CS 7030 56321 Lorient Cedex contre accusé réception du lundi au vendredi sur rendez-vous (contact : celine.chatel@univ-ubs.fr).
- Soit déposées à **Vannes** à Madame Stéphanie TESSARD, secrétaire pédagogique, bureau D004 Bâtiment ENSIBS campus Tohannic - Rue André Lwoff CS 60573 56017 VANNES Cedex contre accusé réception du lundi au vendredi sur rendez-vous (contact : stephanie.tessard@univ-ubs.fr).

En cas d'absence ou d'empêchement, la réception des candidatures sera assurée par d'autres personnels.

Le dépôt des listes doit être accompagné de l'original de la déclaration individuelle de candidature signée par chaque candidat.

Des modèles de déclaration de candidatures seront mis à la disposition des candidats dans les différents lieux de dépôt des candidatures et sur Intranet. L'utilisation de ces modèles ne présente pas de caractère obligatoire.

Les candidats peuvent préciser leur appartenance syndicale ou le(s) soutien(s) dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature et sur leurs programmes. Les mêmes précisions figurent sur les bulletins de vote.

Les candidats qui le souhaitent peuvent déposer des professions de foi. Celles-ci devront être adressées par voie électronique en PDF à ensibs.dir@listes.univ-ubs.fr au plus tard **28 mars 2023 à 16h.**

Les professions de foi seront adressées aux électeurs à leur adresse électronique institutionnelle.

Les professions de foi devront avoir un format A4 recto verso noir et blanc ou couleur.

Article 9 : Conditions de rectification et de retrait des listes ou des candidatures

Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite prévue à l'article 7.

Le directeur de composante vérifie l'éligibilité des candidats.

Article 10 : Durée des mandats

Les candidats élus le sont pour la durée du mandat restant à courir à compter du lendemain de la proclamation des résultats, soit jusqu'au 8 décembre 2023.

CHAPITRE 3 - CAMPAGNE ÉLECTORALE

La campagne électorale est autorisée à compter de la diffusion officielle du présent règlement par l'administration aux membres de la composante.

Pendant le scrutin, la communication notamment syndicale est autorisée, à l'exception des salles où sont installés les bureaux de vote. Le Directeur de composante assure une stricte égalité entre les candidatures.

TITRE IV - LES MODALITÉS DE VOTE

Article 11 : Les bureaux de vote

Le bureau de vote central constitué à Lorient est ainsi composé :

- Éric MARTIN, Directeur, Président,
- Stéphanie TREPOS, responsable scolarité, Assesseure,
- Tiffany DENIS, secrétaire pédagogique, Assesseure,
- Marion TONNERRE, secrétaire de scolarité, Assesseure.

Le bureau de vote central se tiendra dans les locaux de la composante, au bureau de la scolarité S005, 17 boulevard Flandres Dunkerque - CS 7030 56321 Lorient Cedex

Le bureau de vote constitué à Vannes est ainsi composé :

- Anne-Audrey DENES, responsable administrative et financière, Présidente,
- Johanne DANILO, secrétaire de scolarité, Assesseure,
- Stéphanie TESSARD, secrétaire pédagogique, Assesseure,
- Julie MENARD, gestionnaire financière, Assesseure.

Le bureau de vote se tiendra dans les locaux de la composante, au bureau de la scolarité B004, campus de Tohannic, bâtiment ENSIBS à Vannes.

Les bureaux de vote seront ouverts le mardi 11 avril 2023, de 9h00 à 15h30, sans interruption.

Préalablement au vote, chaque électeur devra présenter une pièce attestant de son identité.

Article 12 : Le matériel de vote

Les bulletins de vote et les enveloppes seront mis à la disposition des électeurs dans chaque bureau de vote. Seul le matériel de vote fourni par l'administration devra être utilisé.

Article 13 : Le vote par procuration

Le vote par procuration est autorisé.

Les électeurs qui ne peuvent pas voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un mandataire en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place. Le mandataire qui reçoit la procuration doit être inscrit sur la même liste électorale que la personne qui donne procuration.

Les procurations établies sans mandataire ne sont pas valables. Les noms et prénoms du mandant et du mandataire qu'il désigne sont mentionnés sur la procuration.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations (un électeur dispose donc, en plus de la voix qu'il détient, de deux procurations au maximum et peut être amené à voter trois fois au plus).

Chaque procuration est établie sur un imprimé numéroté par la composante. Le mandant doit justifier de son identité lors du retrait de l'imprimé.

Ce retrait peut être demandé par voie électronique. En pareil cas, pour justifier de son identité lors du retrait, le mandant doit envoyer par courriel à la direction de l'ENSIBS (ensibs.dir@listes.univ-ubs.fr), la demande de retrait accompagnée d'une copie d'une pièce d'identité ou de sa carte professionnelle. Le formulaire rempli peut être retourné par voie électronique à la même adresse au plus tard la veille du scrutin.

Toute demande de retrait d'un formulaire de procuration doit être adressée avant le vendredi 7 avril 2023, à 15h.

La procuration écrite lisiblement doit mentionner les nom et prénom du mandataire. Elle est signée par le mandant. Elle ne doit être ni raturée, ni surchargée. La procuration, qui peut être établie jusqu'à la veille du scrutin, est enregistrée par la composante. Celle-ci établit et tient à jour une liste des procurations précisant les mandants et les mandataires.

Le mandataire doit présenter l'original de la procuration. Si le mandant est un personnel, le mandataire devra en outre présenter l'original ou la copie d'une pièce d'identité ou de la carte professionnelle attestant de l'identité de son mandant.

Les formulaires de procuration sont conservés par le Président du bureau de vote central et joints aux procès-verbaux des opérations électorales. La mention « vote par procuration » est apposée sur la liste d'émargement en face du nom de la personne concernée.

Article 14 : Interdiction généralisée du panachage et du vote préférentiel

À peine de nullité du vote, le vote préférentiel et le panachage sont interdits, pour les élections des personnels comme pour les élections des usagers.

Article 15 : Le mode de scrutin

L'élection des membres du conseil de composante a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour lorsqu'il y a un seul siège à pourvoir pour un collège déterminé.

En cas d'égalité des suffrages entre deux ou plusieurs candidats arrivés en tête, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être élus.

TITRE V - DÉPOUILLEMENT ET PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Article 16 : Le dépouillement

Le dépouillement est public.

Il est réalisé le 11 avril 2023, à partir de 17h00, Salle 304 17 boulevard Flandres Dunkerque - CS 7030 56321 Lorient Cedex.

Les résultats du dépouillement sont consignés dans un procès-verbal, qui fait apparaître, outre un compte rendu des opérations électorales, le nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale, le nombre des votants, le nombre de bulletins blancs ou nuls, le nombre de suffrages valablement

exprimés, et le nombre de voix obtenues par chaque candidature. Le nombre des électeurs qui ont voté par procuration est mentionné au procès-verbal.

Les bulletins blancs et nuls sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et sont contresignés par le président du bureau. Chacun des bulletins annexés doit porter mention des causes de l'annexion.

Sont considérés comme nuls :

- les bulletins comportant un nombre de noms supérieur à celui des sièges à pourvoir ;
- les bulletins blancs ;
- les bulletins dans lesquels les votants se sont fait reconnaître ;
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- les bulletins écrits sur papier d'une couleur différente de celle qui a été retenue pour le collège ;
- les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- les bulletins comprenant des noms de personnes n'ayant pas fait acte de candidature ;
- les bulletins modifiant l'ordre de présentation des candidats de la liste ;
- les bulletins radiant un ou plusieurs noms de candidats présents sur une liste, ainsi que les bulletins procédant à une ou plusieurs adjonctions de noms.
- les enveloppes contenant plusieurs bulletins de listes ou de candidats différents.

Les signes de reconnaissance provoquant la nullité du bulletin doivent être volontaires et ne pas résulter d'un accident (tâche, déchirure).

Article 17 : La proclamation des résultats et les recours

La présidente proclame les résultats des scrutins dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales.

Le procès-verbal proclamant les résultats est immédiatement affiché dans les locaux de la composante après la proclamation.

La commission de contrôle des opérations électorales, instituée sur le fondement de l'article D719-38 du Code de l'Éducation, connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le président de l'établissement ou par le recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur ainsi que le président de l'établissement et le recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de Rennes. Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales visée au 3^{ème} alinéa du présent article.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales. Il statue dans un délai maximum de deux mois.

La Présidente,
Virginie DUPONT